

## Paupérisation

# Déjà un million de fonctionnaires payés au SMIC

## Article paru dans FO Hebdo 3071

**«Les fonctionnaires ne sont pas des nantis, mais plutôt des postulants au statut de travailleurs pauvres!», s'est écriée Gisèle Amouroux, de la section FGF de l'Hérault, à la tribune du congrès.**

Un million de fonctionnaires, soit un sur cinq, ne gagnent déjà plus que l'équivalent d'un SMIC.

La dégringolade est loin de concerner exclusivement les fonctionnaires au plus bas niveau de la grille (catégorie C). Alors qu'il y a trente ans, un cadre (catégorie A et catégorie B) commençait sa carrière à 75% au-dessus du SMIC, il ne gagne aujourd'hui que 12% à 15% de plus. Christian Grolier n'a pas hésité lui non plus à parler de «paupérisation» des fonctionnaires.

Depuis quatre ans le point d'indice est gelé et l'arrivée du nouveau gouvernement n'a, là non plus, entraîné aucun changement, ont constaté les congressistes. Le seul moyen de faire avancer les choses est donc de «faire sauter le verrou de l'austérité», ont-ils conclu, décidant à l'unanimité de mettre en avant leurs revendications: 5% d'augmentation immédiate du point d'indice et une revalorisation générale de la grille avec 44 points d'indice supplémentaires pour tous, comme «premiers pas vers le rattrapage de la perte de pouvoir d'achat accumulée depuis 2000». Cette augmentation représenterait environ un milliard d'euros au total. «Qu'est-ce que c'est par rapport aux 20 milliards de crédits d'impôts offerts aux entreprises dans le cadre du pacte de compétitivité?», s'est exclamé Yves Raichl du Rhône.

### FO revendique une négociation globale de la grille

Pour les fonctionnaires FO, rien ne doit servir de prétexte à une déconstruction de l'architecture actuelle de la fonction publique d'État. D'où leur refus de négociations séparées, catégorie par catégorie, et leur insistance à revendiquer «le maintien de la valeur unique du point d'indice pour toute la fonction publique dans le cadre de la grille unique».

L'ensemble des revendications FO s'oppose totalement à la logique des accords de Bercy de 2008 sur la «rénovation du dialogue social», signés par la CFDT, la CGT, l'UNSA, la CGC, Solidaires et SUD, ont rappelé plusieurs intervenants. Ces accords ont permis de renvoyer toutes les discussions au niveau des services, instauré l'individualisation des rémunérations avec la création de la prime de fonctionnement et de résultat (PFR), et abouti à la création d'un «nouvel espace statutaire» pour la catégorie B qui a allongé le temps nécessaire pour passer d'un échelon à un autre, ce qui compromet le déroulement de carrière des fonctionnaires.

Enfin, en instaurant une discussion annuelle obligatoire, ils ont donné le la à un dialogue social particulièrement en vogue aujourd'hui. «Discussion n'est pas négociation. Les accords de Bercy sont l'alibi parfait du gouvernement. Il consulte les organisations syndicales, donc il peut dire qu'il a respecté les accords mais il n'a rien à négocier», dénonce la FGF FO, qui se félicite «plus que jamais» de ne pas avoir signé les accords de Bercy.

## Jour après jour du 23/04/2013

